

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

4 DÉCEMBRE 1950.

4 DECEMBER 1950.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS pour l'exercice 1951.

RIJKSMIDDELENBEGROTING voor het dienstjaar 1951.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

*A Monsieur le Président
de la Chambre des Représentants.*

*Aan de heer Voorzitter
van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.*

Bruxelles, le 4 décembre 1950.

Brussel, de 4 December 1950.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MIJNHEER DE VOORZITTER,

J'ai l'honneur de vous transmettre une note relative à des amendements que je propose d'apporter au projet de budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951.

Ik heb de eer U een nota over te maken aangaande amendementen die ik voorstel aan te brengen bij het ontwerp van Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951.

Ils se traduisent par une diminution des prévisions de recettes à concurrence de 59,429,000 francs.

Zij geven aanleiding tot een vermindering van de ontvangstenvoorzieningen ten belope van 59,429,000 frank.

En suite de ces amendements, l'évaluation totale des recettes est portée à la somme de 63,792,557,000 francs.

Ingevolge deze amendementen wordt de globale raming der ontvangsten gebracht op de som van 63,792,557,000 frank.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Gelieve, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

*Le Ministre des Finances,
J. VAN HOUTTE.*

*De Minister van Financiën,
J. VAN HOUTTE.*

Voir :

4-I : Budget.
33 : Rapport.

Zie :

4-I : Begroting.
33 : Verslag.

H.

I.

Article premier

1. Remplacer l'évaluation de « 58,208,100,000 francs » pour les impôts par « 58,198,100,000 francs. »
2. Remplacer l'évaluation de « 627,939,000 francs » pour les produits divers par « 578,510,000 francs. »
3. Remplacer le total de « 63,851,986,000 francs » par « 63,792,557,000 francs. »

Art. 3.

Supprimer cet article.

Art. 4.

1. — Remplacer les §§ 1 et 2 par le texte suivant :

« § 1. L'excédent apparaissant comme revenant, après apurement des avances consenties par le Trésor, au Fonds communal et au Fonds spécial des Communes, supprimés par la loi du 19 juillet 1922 instituant un Fonds des Communes, est attribué au Fonds spécial créé par l'article 18 de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales; il en est de même du produit de la réalisation de la réserve du Fonds communal, instituée par l'article 2 de la loi du 20 décembre 1862 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1863. »

2. — Le § 3 devient le § 2.

Tableau annexé à l'article premier.

1. Modifier, ainsi qu'il est indiqué ci-après, les évaluations faisant l'objet des articles 1 à 3.

Art. 1.

Litt. a (Contribution foncière) : remplacer « 400,000 » par « 390,000 ».
 Litt. c (Taxe professionnelle) : remplacer « 11,640,000 » par « 11,615,000 ».
 Total : remplacer « 14,440,000 » par « 14,405,000 ».

Art. 2.

Impôt complémentaire personnel : remplacer « 1,615,000 » par « 1,605,000 ».

Art. 3.

Contribution nationale de crise : remplacer « 1,695,000 » par « 1,670,000 ».

2. Insérer un nouvel article 3bis conçu comme suit :

« Rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs : 60,000. »

3. Remplacer par « 26,515,000 » le total « 26,525,000 » établi en ce qui concerne l'ensemble des articles 1 à 8.

4. Remplacer par « 58,198,100 » le total « 52,208,100 » établi pour l'ensemble du Titre I (Recettes fiscales).

5. Supprimer l'article 404⁷ (Versement au Trésor de l'avoir du Fonds communal et du Fonds spécial des Communes, créés respectivement par les lois du 18 juillet 1860 et du 19 août 1889 : 49,429).

I.

Eerste artikel.

1. Voor de belastingen de raming « 58,208,100,000 frank » door « 58,198,100,000 frank » vervangen.
2. Voor de diverse opbrengsten de raming « 627,939,000 frank » vervangen door « 578,510,000 frank. »
3. Het totaal « 63,851,986,000 frank » vervangen door « 63,792,557,000 frank. »

Art. 3.

Dit artikel afschaffen.

Art. 4.

1. — De §§ 1 en 2 door de volgende tekst vervangen :

« § 1. Het excédent dat na aanzuivering van de door de Schatkist toegestane voorschotten te voorschijn komt als toekomende aan het Gemeentefonds en aan het Bijzonder Fonds der Gemeenten, welke door de wet van 19 Juli 1922 tot instelling van een Fonds der Gemeenten werden afgeschaft wordt toegekend aan het Speciaal Fonds ingesteld door artikel 18 der wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën; hetzelfde geldt voor de opbrengst der realisatie van de reserve van het Gemeentefonds, tot stand gebracht door artikel 2 der wet van 20 December 1862 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1863. »

2. — § 3 wordt § 2.

Tabel behorend bij het eerste artikel.

1. De ramingen welke het voorwerp uitmaken van de artikelen 1 tot 3 wijzigen zoals hierna aangeduid.

Art. 1.

Litt. a (Grondbelasting) : « 400,000 » door « 390,000 » vervangen.
 Litt. c (Bedrijfsbelasting) : « 11,640,000 » door « 11,615,000 » vervangen.
 Totaal : « 14,440,000 » door « 14,405,000 » vervangen.

Art. 2.

Aanvullende personele belasting : « 1,615,000 » door « 1,605,000 » vervangen.

Art. 3.

Nationale crisisbelasting : « 1,695,000 » door « 1,670,000 » vervangen.

2. Een als volgt opgesteld nieuw artikel 3bis inlassen :

« Navorderingen van rechten der dienstjaren 1948 en vorige : 60,000. »

3. Door « 26,515,000 » het totaal « 26,525,000 » vervangen vastgesteld wat betreft het geheel der artikelen 1 tot 8.

4. Door « 58,198,100 » het totaal « 52,208,100 » vervangen vastgesteld voor het geheel van Titel I (Fiscale ontvangsten).

5. Artikel 404⁷ afschaffen (Stortingen aan de Schatkist van het bezit van het Gemeentefonds en van het Bijzonder Fonds der Gemeenten, onderscheidenlijk ingesteld door de wetten van 18 Juli 1860 en van 19 Augustus 1889 : 49,429).

6. Remplacer par « 575,210 » le total « 624,639 » établi en ce qui concerne l'ensemble de l'article 404.

7. Remplacer par « 578,510 » le total « 627,939 » établi pour l'ensemble du Titre II, Chapitre IV (Recettes non fiscales : Produits divers).

8. Remplacer par « 5,169,357 » le total « 5,218,786 » établi pour l'ensemble du Titre II (Recettes non fiscales).

9. Remplacer par « 63,792,557 » le total « 63,851,986 » établi pour l'ensemble du budget des Voies et Moyens.

JUSTIFICATION.

Article premier.

Les amendements ci-dessous commentés, se rapportant aux articles 3 et 4 et au tableau annexé à l'article premier, justifient les modifications proposées par l'amendement à l'article premier.

Art. 3.

L'article 3 du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951 prévoit l'attribution au Trésor du produit intégral (centimes additionnels provinciaux et communaux compris), des taxations qui à partir du 1^{er} janvier 1951 seront encore effectuées par rappel de droits des exercices 1948 et antérieurs en matière d'impôts directs ou y assimilés, autres que la contribution foncière.

Il n'est pas douteux qu'à la suite des mesures qui ont été prises par l'Administration, les travaux de taxation relatifs aux exercices 1948 et antérieurs seront terminés le 31 décembre 1950, tout au moins en ce qui concerne les impositions devant comporter des quotes-parts (parts et additionnels), provinciales et communales. Il peut donc être affirmé qu'à partir du 1^{er} janvier 1951, les taxations qui seront encore effectuées par rappel de droits des exercices en cause ne contiendront plus, dans l'ensemble, qu'un montant négligeable de quotes-parts revenant en principe aux pouvoirs subordonnés.

L'article 3 précité a cependant provoqué de telles protestations qu'il est jugé opportun de le supprimer dans un but d'apaisement général.

Art. 4.

L'article 4, § 1, du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951 prévoit l'attribution au Trésor, de l'excédent apparaissant comme revenant, après apurement des avances consenties par le Trésor, au Fonds communal et au Fonds spécial des Communes, supprimés par la loi du 19 juillet 1922, instituant un Fonds des Communes.

Après réexamen de la question, il est apparu qu'en équité la destination à donner à cet excédent ne peut pas différer de celle que le § 2 du même article donne au produit de la réalisation de la réserve du Fonds communal, instituée par l'article 2 de la loi du 20 décembre 1862, contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1863 (attribution au fonds spécial créé par l'article 18 de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales).

Cette nouvelle position nécessite les modifications de textes prévues par l'amendement proposé sous l'entête « Art. 4 ».

Tableau annexé à l'article premier.

Les modifications faisant l'objet des n^{os} 1 à 4 de l'amendement relatif au tableau annexé à l'article premier du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951 sont la conséquence de la suppression de l'article 3 de ce projet de loi.

Par suite de la dite suppression il convient de rétablir dans le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951 l'article spécial qui avait été ouvert au budget de l'exercice 1950 pour les recettes à effectuer en matière de rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs.

Sous cet article il ne peut être inscrit, pour l'exercice 1951, qu'une prévision de recettes symbolique, tout élément d'appréciation faisant défaut. En fixant cette prévision à 60 millions de francs (voir n^o 2 de l'amendement) on croit toutefois ne pas se départir des bornes d'une sage évaluation.

Quant aux prévisions primitives établies par nature d'impôt pour les impôts sur les revenus, il y a lieu de les réduire à due concurrence, les rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs y ayant été incorporés.

6. Door « 575,210 » het totaal « 624,639 » vervangen vastgesteld wat betreft het geheel van artikel 404.

7. Door « 578,510 » het totaal « 627,939 » vervangen vastgesteld voor het geheel van Titel II, Hoofdstuk IV (Niet fiscale ontvangsten : Diverse opbrengsten).

8. Door « 5,169,357 » het totaal « 5,218,786 » vervangen vastgesteld voor het geheel van Titel II (Niet fiscale ontvangsten).

9. Door « 63,792,557 » het totaal « 63,851,986 » vervangen vastgesteld voor het geheel van de Rijksmiddelenbegroting.

TOELICHTENDE NOTA.

Eerste artikel.

De hieronder toegelichte amendementen in verband met de artikelen 3 en 4 en met de bij het eerste artikel behorende tabel, wettigen de wijzigingen voorgesteld door het amendement op het eerste artikel.

Art. 3.

Artikel 3 van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951 voorziet de toekenning aan de Schatkist van de algehele opbrengst (provincie- en gemeentecentimes ingegrepen) der taxaties die van 1 Januari 1951 af nog bij navordering van rechten der dienstjaren 1948 en vorige zullen geschieden in zake directe of er mede gelijkgestelde belastingen, andere dan de grondbelasting.

Het is niet te betwijfelen dat ingevolge de maatregelen welke door de Administratie getroffen werden de taxatieverrichtingen betreffende de dienstjaren 1948 en vorige op 31 December 1950 zullen geëindigd zijn ten minste wat de aanslagen aangaat, welke provincie- en gemeenteaandelen (delen en opcentimes) moeten omvatten. Er mag derhalve bevestigd worden dat van 1 Januari 1951 af de taxaties welke nog bij navordering van rechten der bedoelde dienstjaren zullen geschieden, in hun geheel nog slechts onbeduidende in beginsel aan de ondergeschikte machten toekomstige aandelen zullen begrijpen.

Het voormeld artikel 3 heeft nochtans zulkdanig protest uitgelokt dat het gepast voorkomt het met het oog op algemene bevrediging af te schaffen.

Art. 4.

Artikel 4, § 1, van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951 voorziet de toekenning aan de Schatkist van het excédent dat na aanzuivering van de door de Schatkist toegestane voorschotten te voorschijn komt als toekomstende aan het Gemeentefonds en aan het Bijzonder Fonds der Gemeenten, welke door de wet van 19 Juli 1922 tot instelling van een Fonds der Gemeenten werden afgeschaft.

Na nieuw onderzoek werd bevonden dat de aan dit excédent te geven bestemming rechtvaardigheidshalve niet mag verschillen van diegene die door § 2 van hetzelfde artikel voorbehouden wordt aan de opbrengst der mobilisatie van de reserve van het Gemeentefonds, tot stand gebracht door artikel 2 der wet van 20 December 1862, houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1863 (toekenning aan het speciaal fonds ingesteld door artikel 18 der wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën).

Deze nieuwe stelling dringt de tekstwijzigingen op, voorzien door het onder de hoofding « Art. 4 » voorgesteld amendement.

Tabel behorend bij het eerste artikel.

De wijzigingen welke het voorwerp uitmaken van n^{os} 1 tot 4 van het amendement betreffende de tabel behorend bij het eerste artikel van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951, zijn het gevolg van de afschaffing van artikel 3 van dit wetsontwerp.

Lit oorzaak van de gezegde afschaffing dient de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951 opnieuw het speciaal artikel te behelzen, dat in de begroting over het dienstjaar 1950 geopend werd voor de ontvangsten in zake navorderingen van rechten der dienstjaren 1948 en vorige.

Onder dit artikel kan voor het dienstjaar 1951 slechts een symbolisch vooruitzicht van ontvangsten ingeschreven worden, aangezien geen beoordelingselementen voorhanden zijn. Men meent echter binnen de perken van een redelijke raming te blijven, door dit vooruitzicht op 60 miljoen frank te bepalen (zie n^o 2 van het amendement).

Wat de vooruitzichten betreft, welke oorspronkelijk per aard van belasting voor de inkomstenbelastingen werden vastgesteld, deze dienen tot het verlost bedrag verminderd, gelet op het feit dat de navorderingen van rechten der dienstjaren 1948 en vorige er in werden opgenomen.

L'évaluation de 60 millions de francs ci-dessus proposée pour ces derniers rappels paraît pouvoir se répartir comme suit : contribution foncière : 10 millions de francs; taxe professionnelle : 15 millions de francs; impôt complémentaire personnel : 10 millions de francs; contribution nationale de crise : 25 millions de francs.

C'est sur la base de ces chiffres qu'ont été déterminées les réductions établies au n° 1 de l'amendement. Pour la taxe professionnelle la somme à porter en diminution de la prévision primitive a cependant dû être fixée à 25 millions de francs, au lieu de 15 millions de francs, une somme de 10 millions de francs pouvant être considérée comme représentant les additionnels provinciaux (1,5 million de francs) et communaux (8,5 millions de francs), qui, à l'origine, avaient été inscrits au profit de l'Etat dans le budget des Voies et Moyens (additionnels à reporter au budget des recettes et des dépenses pour ordre).

La soustraction supplémentaire de 10 millions de francs, dont il vient d'être question, est la cause des réductions de chiffres prévues par les n°s 3 et 4 de l'amendement.

**

Les propositions inscrites sous les n°s 5 à 8 de l'amendement découlent des modifications apportées à l'article 4 du projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1951.

Ces dernières modifications ayant pour but d'attribuer aux communes (fonds spécial créé par l'article 18 de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales) l'excédent que font apparaître les anciens Fonds communal et spécial des Communes, il convient d'annuler l'article 404-7 du tableau annexé au dit projet de loi (versement au Trésor, de l'avoir du Fonds communal et du Fonds spécial des Communes, créés respectivement par les lois du 18 juillet 1860 et du 19 août 1889 : 49.429.000 francs); les totaux fixés dans ce tableau pour l'ensemble de l'article 404, pour l'ensemble du titre II, chapitre IV (Recettes non fiscales : Produits divers) et pour l'ensemble du titre II (Recettes non fiscales) sont ainsi diminués de 49.429.000 francs.

**

Les prévisions de recettes inscrites au budget des Voies et Moyens étant diminuées de 10 millions de francs en ce qui concerne les recettes fiscales et de 49.429.000 francs en ce qui concerne les recettes non fiscales, il en résulte que pour l'ensemble du budget elles se réduisent de 63.851.986.000 francs à 63.792.557.000 francs (diminution de 59.429.000 francs).

II.

TITRE II.

RECETTES NON FISCALES.

CHAPITRE I.

TAXES, PÉAGES ET REDEVANCES.

1. — Modifier le libellé et la prévision de recette de l'article 101 comme suit :

Enregistrement et Domaines. — Part dans le produit des installations portuaires ... 1,660

2. — Insérer un nouvel article 108, libellé comme suit :

Ministère des Travaux Publics. — Voies hydrauliques. Produit des rivières et canaux ... 25,000

JUSTIFICATION.

Aux termes d'un arrêté royal du 8 septembre 1950 (*Moniteur Belge* du 14 octobre 1950), les attributions du Ministre des Finances (Administration de l'Enregistrement et des Domaines) relatives à la perception des produits de rivières et canaux sont transférés au Ministre des Travaux Publics (Administration des Voies hydrauliques) à partir du 1^{er} janvier 1951.

De raming, 60 miljoen frank groot, hierboven voor deze laatste navorderingen voorgesteld, schijnt als volgt te mogen onderverdeeld worden : grondbelasting : 10 miljoen frank, bedrijfsbelasting : 15 miljoen frank; aanvullende personele belasting : 10 miljoen frank; nationale crisisbelasting : 25 miljoen frank.

Het is op grond van deze cijfers dat de in n° 1 van het amendement bepaalde verminderingen vastgesteld werden. Voor de bedrijfsbelasting moest de van het oorspronkelijk vooruitzicht af te trekken som evenwel 25 miljoen frank in plaats van 15 miljoen frank belopen; daar een som van 10 miljoen frank mag beschouwd worden als vertegenwoordigend de provincie- (1,5 miljoen frank) en gemeentepcentimes (8,5 miljoen frank), die eerst ten bate van de Staat in de Rijksmiddelenbegroting werden ingeschreven (opcentimes over te brengen in de begroting der ontvangsten en uitgaven voor orde).

De bijkomende aftrekking van 10 miljoen frank, waarvan zoëven sprake is, de oorzaak van de in de n°s 3 en 4 van het amendement voorziene cijferverminderingen.

**

De onder n°s 5 tot 8 van het amendement opgenomen voorstellen vloeien voort uit de wijzigingen toegebracht aan artikel 4 van het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1951.

Vermits deze laatste wijzigingen tot doel hebben aan de gemeenten (speciaal fonds ingesteld door artikel 18 der wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën) het excédent toe te kennen dat het vroeger Gemeentefonds en het vroeger Bijzonder Fonds der Gemeenten te voorschijn brengen, past het artikel 404-7 van de bij bewust wetsontwerp behorende tabel (storting aan de Schatkist, van het bezit van het Gemeentefonds en van het Bijzonder Fonds der Gemeenten, onderscheidenlijk ingesteld door de wetten van 18 Juli 1860 en van 19 Augustus 1889 : 49.429.000 frank), te annuleren; de totalen in deze tabel vastgesteld voor het geheel van artikel 404, voor het geheel van titel II, hoofdstuk IV (niet-fiscale ontvangsten : diverse opbrengsten) en voor het geheel van titel II (Niet-fiscale ontvangsten), worden aldus verminderd met 49.429.000 frank.

**

Aangezien de in de Rijksmiddelenbegroting ingeschreven vooruitzichten van ontvangsten met 10 miljoen frank verminderd worden wat de fiscale ontvangsten betreft, en met 49.429.000 frank wat de niet-fiscale ontvangsten betreft, slinken ze van 63.851.986.000 frank tot 63.792.557.000 frank voor het geheel der begroting (vermindering met 59.429.000 frank).

II.

TITEL II.

NIET-FISCALE ONTVANGSTEN.

HOOFDSTUK I.

TAXES, TOLGELDEN EN CIJNZEN.

1. — De tekst en de ontvangstvoorziëning van artikel 101 als volgt te wijzigen :

Registratie en Domeinen. — Aandeel in de opbrengst van de haveninrichtingen ... 1,660

2. — Een nieuw artikel 108, als volgt opgesteld, in te lassen :

Ministerie van Openbare Werken. — Waterwegen. Opbrengsten van de rivieren en kanalen ... 25,000

VERANTWOORDING.

Luidens een koninklijk besluit van 8 September 1950 (*Belgisch Staatsblad* van 14 October 1950), worden de ambtsbevoegdheden van de Minister van Financiën (Bestuur der Registratie en Domeinen) in zake inning der opbrengsten van de rivieren en kanalen aan de Minister van Openbare Werken (Bestuur der Waterwegen) overgedragen, van 1 Januari 1951 af.